



Cellule d'analyse européenne

**COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU
CONSEIL ET AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN
Renforcer la protection des lanceurs d'alerte au niveau de l'UE
COM(2018)214
23 avril 2018**

**Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
sur la protection des personnes dénonçant les infractions au droit de l'Union
COM(2018)218
23 avril 2018**

Résumé: Par cette proposition, la Commission européenne souhaite désormais mieux protéger les lanceurs d'alerte au sein de l'Union européenne.

Contexte

La protection accordée aux lanceurs d'alerte au sein de l'Union est actuellement fragmentée et inégale. Seule une poignée d'États membres¹ assurent une pleine protection² des lanceurs d'alerte.

Au niveau européen, les lanceurs d'alerte bénéficient déjà d'une protection, mais celle-ci ne s'applique qu'à des secteurs spécifiques, comme les services financiers³, la sécurité des transports⁴ et la protection de l'environnement⁵. Signalons également la directive (UE) 2016/943 qui protège les lanceurs d'alerte lorsqu'ils divulguent des secrets d'affaires pour protéger l'intérêt public⁶.

Il ressort toutefois d'une consultation publique menée par la Commission que 85% des personnes interrogées estiment que les lanceurs d'alerte signalent rarement des infractions au droit de l'Union européenne par crainte de conséquences juridiques et financières⁷.

¹ La France, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, Malte, les Pays-Bas, la Slovaquie, le Royaume-Uni et la Suède (source: COM(2048)214).

² Communiqué de presse de la Commission européenne IP/18/3441 du 23 avril 2018.

³ Règlement (UE) n° 596/2014 relatif aux abus de marché et Directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement

⁴ Règlement (UE) n° 376/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, ainsi que la Directive 2013/54/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 relative à certaines responsabilités de l'État du pavillon en ce qui concerne le respect et la mise en application de la convention du travail maritime.

⁵ Directive 2013/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à la sécurité des opérations pétrolières et gazières en mer.

⁶ Directive (UE) 2016/943 du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites.

⁷ COM(2018)218, p. 3.

Dans un premier temps, la Commission européenne s'est toutefois montrée réticente à adopter une proposition législative visant à offrir une protection générale aux lanceurs d'alerte, mais deux résolutions du Parlement européen de 2017⁸ et la révélation des scandales Panama Papers, LuxLeaks et Cambridge Analytica grâce aux « *whistleblowers* » ont été décisives.

Selon l'analyse d'impact de la Commission, une meilleure protection des lanceurs d'alerte rapporterait déjà, dans le seul domaine des marchés publics, jusqu'à 9,6 milliards d'euros par an à l'Union européenne, dès lors que la réglementation européenne sera mieux respectée et que le marché intérieur s'en trouvera renforcé.

Cadre belge

En Belgique, les fonctionnaires flamands bénéficient, en vertu du décret instaurant le service de médiation flamand, d'une protection spéciale lorsqu'ils signalent des abus. C'est également le cas des membres du personnel de l'autorité fédérale. Ces derniers peuvent se faire conseiller par la personne de confiance d'intégrité. En mai 2018, le Conseil des ministres a d'ailleurs décidé d'accroître encore davantage la protection accordée aux membres du personnel de l'autorité fédérale.⁹

Des réglementations spéciales ont également été élaborées pour les lanceurs d'alerte dans le secteur financier, avec la loi du 31 juillet 2017 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, en vue de mettre en œuvre le Règlement (UE) n° 596/2014 sur les abus de marché et de transposer la Directive 2014/57/UE relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché ainsi que la Directive d'exécution (UE) 2015/2392 concernant le signalement des violations, et portant des dispositions diverses.

Le 14 décembre 2017, la Chambre des représentants a voté la résolution visant à défendre et à renforcer la sécurité des journalistes¹⁰, qui appelle à 'œuvrer au développement d'un mécanisme général de protection des lanceurs d'alerte tant pour le secteur privé que pour le secteur public' et à 'mettre en place un statut légal des lanceurs d'alerte en Belgique'¹¹.

Contenu des documents à l'examen

COM(2018)214 - communication

Dans ce document, la Commission expose l'objectif et le cadre en vue de renforcer la protection accordée aux lanceurs d'alerte au sein de l'Union européenne. Il donne également un aperçu des mesures qui pourront être prises au niveau de l'Union comme au niveau national pour atteindre cet objectif.

COM(2018)218 – proposition de directive

Qu'est-ce qu'un lanceur d'alerte ? (l'informateur)	Une personne physique ou morale qui signale ou divulgue des informations sur des infractions qu'elle a obtenues dans le cadre de ses activités professionnelles (art. 3)
---	--

⁸ Résolution du 14 février 2017 sur le rôle des lanceurs d'alerte dans la protection des intérêts financiers de l'Union européenne (2016/2055(INI)) et résolution du 24 octobre 2017 sur les mesures légitimes visant à protéger les lanceurs d'alerte qui divulguent, au nom de l'intérêt public, des informations confidentielles d'entreprises et d'organismes publics (2016/2224(INI))

⁹ <http://www.knack.be/nieuws/belgie/klokkenluiders-bij-federale-ambtenaren-beter-beschermd/article-normal-1148731.html> .

¹⁰ DOC 54 1934/008 du 14 décembre 2017.

¹¹ Source : <http://www.knack.be/nieuws/belgie/klokkenluiden-doe-je-blijgbaar-niet-ongestraft-hoewel-het-anders-zou-moeten/article-opinion-981653.html> .

Principales dispositions	- Le champ d'application couvre différents domaines tels que la <u>sécurité des produits</u>, la <u>sécurité des transports</u>, la <u>sécurité des denrées alimentaires</u>, la <u>sûreté nucléaire</u>, la <u>sécurité des réseaux et des systèmes d'information</u>, la <u>santé et le bien-être des animaux</u>, la <u>protection de la santé publique</u>, la <u>protection de la vie privée et des données à caractère personnel</u>, <u>des consommateurs et des intérêts financiers de l'Union européenne</u> (voir également les bases juridiques) (art. 1^{er}) - Outre les <u>travailleurs salariés et les fonctionnaires</u>, la proposition accorde également une protection aux <u>travailleurs indépendants</u>, <u>aux actionnaires</u>, <u>aux bénévoles</u>, <u>aux stagiaires</u> et <u>aux candidats à un emploi</u> (art. 2) - À l'exception du secteur financier, les entreprises occupant moins de 50 travailleurs ne sont pas tenues de mettre en place des <u>canaux de signalement internes</u> (art. 4) - Le <u>signalement</u> ("information") se fait <u>en trois étapes</u>: 1) le lanceur d'alerte s'adresse d'abord au canal de signalement interne, 2) il peut ensuite s'adresser éventuellement aux autorités nationales compétentes (par le biais de canaux de signalement externes autonomes et indépendants) et 3) puis au public (art. 4 à 12) - L'organisation qui est dénoncée doit démontrer que les éventuelles <u>représailles</u> à l'encontre du lanceur d'alerte n'ont aucun lien avec son signalement (<u>renversement de la charge de la preuve</u>) (art. 15, paragraphe 5) - La mise en œuvre de l'aide financière, juridique ou psychologique aux lanceurs d'alerte incombe aux États membres (art. 15, paragraphe 8) - La protection s'applique également aux personnes concernées par les signalements (art. 16)
Bases juridiques	- La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur le droit à la liberté d'expression consacré par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et les principes développés sur cette base par le Conseil de l'Europe en 2014 dans sa recommandation sur la protection des lanceurs d'alerte¹². - <u>TFUE</u>¹³ articles 16, 33, 43 et 50, article 53, paragraphe 1, et les articles 62, 91, 100, 103, 109, 114, 168, 169, 192, 207 et 325 et l'article 31 du <u>Traité Euratom</u> (relatif à l'amélioration du droit de l'Union européenne)
Incidences sur le budget de l'Union	aucune

Réactions

- Le Parlement suédois a émis, le 20 juin 2018, un avis négatif motivé (*reasoned opinion*). Il se demande si une législation aussi détaillée doit être réglée au niveau européen. La disposition relative aux canaux de signalement internes et externes, surtout, est contraire au principe de subsidiarité, selon le *Riksdag*. L'objectif poursuivi par la Commission européenne de mieux faire respecter le droit de l'Union peut également être réalisé au moyen de règles prises au niveau national, dès lors que celles-ci sont mieux adaptées à la situation de chaque État membre.

¹² https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805c5ea5.

¹³ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

- Le rapporteur du groupe S&D pour le Parlement européen accueille la proposition de directive positivement, mais se dit préoccupé par 1) la pratique du signalement en trois étapes, 2) le fait que le texte renvoie de manière trop stricte à une série d'actes législatifs européens¹⁴ et repose sur une base juridique trop large et 3) l'absence d'organe européen indépendant pour collecter les informations et rendre des avis, avec des sections dans tous les États membres où des actes répréhensibles peuvent être signalés¹⁵.
- Eurocadres, l'association européenne des cadres et des gestionnaires, se réjouit du champ d'application qui repose sur une liste ouverte, mais regrette que l'article 153 du TFUE (relatif à la sécurité et la santé des travailleurs) ne figure pas dans la base juridique de la proposition.¹⁶ Selon une source du *Bulletin Quotidien Europe*, la Commission voudrait ainsi éviter que les partenaires sociaux soient associés au processus législatif.¹⁷
- La Confédération européenne des syndicats (ETUC) est moins positive: elle se dit également préoccupée par la base juridique complexe et déplore en outre que les lanceurs d'alerte puissent dénoncer l'exploitation de l'environnement et des animaux, mais pas des travailleurs. De même, l'annexe de la proposition ne renvoie pas à la législation européenne relative au droit du travail.¹⁸
- Le Centre européen du journalisme (EJC) veut que l'on clarifie les conditions permettant à un informateur de s'adresser directement à un journaliste.¹⁹

Suivi au sein des commissions de la Chambre

La présente fiche est transmise:

- à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique ;
- à la commission de l'Économie ;
- à la commission de la Justice ;
- au Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes (pour info).

Pour en savoir plus :

Les documents peuvent être consultés via :

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-214-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-218-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-218-F1-FR-ANNEX-1-PART-1.PDF>

Descripteurs EUROVOC

COM(2018)214 et 218	droit à l'information - communication des données - violation du droit de l'UE - dénonciation des dysfonctionnements
------------------------	---

Délais de subsidiarité

[Le délai pour formuler un avis sur la proposition de directive COM\(2018\)218 expire le 26 juillet 2018.](#)

¹⁴ Repris à l'annexe de la proposition COM(2018)218.

¹⁵ *Bulletin Quotidien Europe* n° 12008 du 25 avril 2018, p. 10 et n° 11725 du 15 février 2017, p. 9.

¹⁶ *Bulletin Quotidien Europe* n° 12008 du 25 avril 2018, p. 10.

¹⁷ *Bulletin Quotidien Europe* n° 12007 du 24 avril 2018, p. 12.

¹⁸ *Bulletin Quotidien Europe* n° 12008 du 25 avril 2018, p. 10.

¹⁹ *Bulletin Quotidien Europe* n° 12008 du 25 avril 2018, p. 10.

Rédaction: *Katrien Joos, conseillère adjointe – tél. 02 549 81 64 – 11 juillet 2018 – katrien.joos@lachambre.be*



Europese Analysecel

MEDEDELING VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT, DE RAAD EN HET EUROPEES ECONOMISCH EN SOCIAAL COMITÉ Versterking van de bescherming van klokkenluiders op EU-niveau COM(2018)214 23 april 2018

Voorstel voor een RICHTLIJN VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD inzake de bescherming van personen die inbreuken op het Unierecht melden COM(2018)218 23 april 2018

Samenvatting: Met dit voorstel wenst de Europese Commissie klokkenluiders in de EU voortaan beter te beschermen.

Achtergrond

De bescherming van klokkenluiders in de EU-lidstaten is momenteel erg verschillend. In slechts een handvol lidstaten¹ worden klokkenluiders ten volle beschermd².

Klokkenluiders genieten ook op het Europese niveau al bescherming, maar slechts voor specifieke gebieden, zoals financiële diensten³, vervoersveiligheid⁴ en milieubescherming⁵. Voorts is er ook de richtlijn (EU) 2016/943 die klokkenluiders beschermt als zij bedrijfsgeheimen openbaar maken om het algemeen belang veilig te stellen⁶.

Uit een openbare raadpleging van de Commissie bleek echter dat 85 procent van de respondenten van oordeel zijn dat klokkenluiders inbreuken op het recht van de Europese Unie (EU) slechts zelden melden uit angst voor financiële of juridische gevolgen⁷.

¹ Frankrijk, Hongarije, Ierland, Italië, Litouwen, Malta, Nederland, Slowakije, het Verenigd Koninkrijk en Zweden (bron COM(2048)214).

² Persbericht van de Europese Commissie IP/18/3441 van 23 april 2018.

³ Verordening (EU) nr. 596/2014 betreffende marktmisbruik en Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2015/2392 van de Commissie van 17 december 2015 bij Verordening (EU) nr. 596/2014 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot de melding van daadwerkelijke of potentiële inbreuken op deze verordening aan de bevoegde autoriteiten.

⁴ Verordening (EU) nr. 376/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 3 april 2014 inzake het melden, onderzoeken en opvolgen van voorvallen in de burgerluchtvaart en ook Richtlijn 2013/54/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 betreffende bepaalde verantwoordelijkheden van de vlaggenstaat met betrekking tot de naleving en de handhaving van het Verdrag betreffende maritieme arbeid.

⁵ Richtlijn 2013/30/EU van het Europees Parlement en de Raad van 12 juni 2013 betreffende de veiligheid van offshore olie- en gasactiviteiten.

⁶ Richtlijn (EU) 2016/943 van 8 juni 2016 betreffende de bescherming van niet-openbaar gemaakte knowhow en bedrijfsinformatie (bedrijfsgeheimen) tegen het onrechtmatig verkrijgen, gebruiken en openbaar maken daarvan.

⁷ COM(2018)218, blz. 3.

De Europese Commissie stond evenwel eerst weigerachtig tegenover een wetgevingsvoorstel over een algemene bescherming van klokkenluiders, maar twee resoluties van het Europees Parlement in 2017⁸ en het in de openbaarheid komen van onder andere de Panama Papers, LuxLeaks of Cambridge Analytica dankzij deze *whistleblowers* gaven de doorslag.

Volgens de effectbeoordeling van de Commissie kan een betere bescherming van klokkenluiders alleen al op het gebied van overheidsopdrachten de EU jaarlijks tot 9,6 miljard euro opleveren, omdat de Europese regelgeving beter wordt nageleefd en op die manier de interne markt wordt versterkt.

Belgisch kader

In België genieten de Vlaamse ambtenaren krachtens het Vlaams Ombudsdecreet bijzondere bescherming als zij misstanden melden. Dat is ook het geval voor de personeelsleden van de federale overheid. Deze kunnen dan te rade gaan bij de vertrouwenspersoon integriteit. De ministerraad besliste in mei 2018 overigens om de bescherming van federale personeelsleden nog uit te breiden⁹

Voorts is er ook werk gemaakt van speciale regelingen voor klokkenluiders in de financiële sector, met de wet van 31 juli 2017 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, met het oog op de tenuitvoerlegging van Verordening (EU) nr. 596/2014 betreffende marktmisbruik en de omzetting van Richtlijn 2014/57/EU betreffende strafrechtelijke sancties voor marktmisbruik en Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2015/2392 met betrekking tot de melding van inbreuken, en houdende diverse bepalingen.

Op 14 december 2017 stemde de Kamer van volksvertegenwoordigers de resolutie betreffende de verdediging en de versterking van de veiligheid van de journalisten¹⁰. Daarin “wordt opgeroepen om werk te maken van een algemene regeling ter bescherming van de klokkenluiders, zowel voor de privésector als voor de openbare sector” en “te voorzien in een wettelijk statuut voor de klokkenluiders in België”¹¹.

Inhoud van de voorliggende documenten

COM(2018)214 - mededeling

⁸ Resolutie van 14 februari 2017 over de rol van klokkenluiders bij de bescherming van de financiële belangen van de EU (2016/2055(INI)) en Resolutie van 24 oktober 2017 over legitieme maatregelen ter bescherming van klokkenluiders die handelen in het algemeen belang bij het onthullen van vertrouwelijke informatie van bedrijven en overheidsinstanties (2016/2224(INI))

⁹ <http://www.knack.be/nieuws/belgie/klokkenluiders-bij-federale-ambtenaren-beter-beschermd/article-normal-1148731.html>.

¹⁰ DOC 54 1934/008 van 14 december 2017.

¹¹ Bron : <http://www.knack.be/nieuws/belgie/klokkenluiden-doe-je-blijkbaar-niet-ongestraft-hoewel-het-anders-zou-moeten/article-opinion-981653.html>.

In dit document schetst de Commissie het doel en het kader voor een robuustere bescherming van klokkenluiders in de EU. Het geeft voorts een overzicht van de maatregelen die zowel op het EU als op het nationale niveau kunnen worden genomen dat doel te bereiken.

COM(2018)218 – voorstel voor een richtlijn

Wat is een klokkenluider (“melder”)	Een natuurlijk persoon of rechtspersoon die informatie over inbreuken meldt of openbaar maakt die hij in de context van zijn werkgerelateerde activiteiten heeft verkregen (art. 3)
Voornaamste bepalingen	- Het toepassingsveld omvat de <u>veiligheid van producten, vervoer, voedingsmiddelen, de nucleaire sector, netwerk- en informatiesystemen, diergezondheid en -welzijn, volksgezondheid, bescherming van de privacy, de consument en de financiële belangen van de EU</u> (zie ook de rechtsgrondslagen) (art. 1) - Het voorstel beschermt behalve <u>werknemers en ambtenaren ook zelfstandigen, aandeelhouders, vrijwilligers, stagiairs en sollicitanten</u> (art. 2) - Bedrijven met minder dan 50 werknemers hoeven geen <u>intern meldingssysteem</u>, behalve in de financiële sector (art. 4) - <u>Signalering</u> (“melding”) gebeurt <u>in drie stappen</u>: 1) de klokkenluider richt zich eerst tot het interne meldingssysteem, 2) daarna kan hij indien nodig naar de bevoegde nationale autoriteiten stappen (via aparte en onafhankelijke kanalen voor externe melding) en 3) vervolgens naar het publiek (artn 4 tot 12) - De organisatie die aangeklaagd wordt, moet bewijzen dat eventuele <u>represailles</u> tegenover de klokkenluider geen verband houden met zijn melding (<u>omgekeerde bewijslast</u>) (art. 15, vijfde lid) - De invulling van de financiële, juridische of psychologische bijstand voor de klokkenluider wordt aan de lidstaten overgelaten (art. 15, achtste lid) - Er geldt ook bescherming voor wie het voorwerp is van een melding (art. 16)
Rechtsgrondslagen	- De jurisprudentie van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens over het recht op vrijheid van meningsuiting (artikel 10 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens) en de beginselen uit een aanbeveling van de Raad van Europa van 2014 over de bescherming van klokkenluiders¹². - <u>VWEU</u>¹³ artikelen 16, 33, 43 en 50, artikel 53, lid 1, en de artikelen 62, 91, 100, 103, 109, 114, 168, 169, 192, 207 en 325 en <u>Euratomverdrag</u> artikel 31 (inzake de verbetering van het recht van de Europese Unie)
Gevolgen voor de EU-begroting	geen

Reacties

- Het Zweedse parlement diende op 20 juni 2018 een gemotiveerd negatief advies (*reasoned opinion*) in. Het trekt in twijfel of dergelijke gedetailleerde wetgeving op het Europese

¹² https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805c5ea5 .

¹³ Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

niveau moet worden geregeld. Vooral de bepaling over interne en externe meldingskanalen is volgens de *Riksdag* strijdig met het subsidiariteitsbeginsel. De doelstelling van de Europese Commissie om het Unierecht beter te laten naleven, kan ook bereikt worden door middel van regels op het nationale niveau, want die zijn beter aangepast aan de situatie in elke lidstaat.

- De S&D-rapporteur voor het Europees Parlement onthaalt het ontwerp van richtlijn positief, maar maakt zich zorgen over 1) de praktijk van het drielagige meldingssysteem, 2) het feit dat de tekst te strikt verwijst naar een aantal Europese wetgevingshandelingen¹⁴ en op een te brede rechtsgrondslag stoelt en 3) het ontbreken van een onafhankelijk Europees orgaan voor de verzameling van informatie en het verlenen van advies, met afdelingen in alle EU-lidstaten waar misstanden kunnen worden gemeld.¹⁵
- De Europese vereniging voor kaderleden en managers, Eurocadres, is verheugd over het toepassingsgebied, dat steunt op een open lijst, maar betreurt het ontbreken van artikel 153 van het VWEU in de rechtsgrondslag van het ontwerp.¹⁶ Dit artikel slaat op de veiligheid en gezondheid op het werk. Volgens een bron van *Bulletin Quotidien Europe* zou de Commissie daarmee de implicatie van de sociale partners in het wetgevingsproces willen vermijden.¹⁷
- De European Trade Union Confederation (ETUC) is minder positief. Ook zij vindt de complexe rechtsgrondslag zorgwekkend en betreurt bovendien dat de klokkenluidersregeling wel uitbuiting van het milieu en de dieren, maar niet van werknemers aan de kaak kan stellen. Ook in de bijlage bij het voorstel wordt niet verwezen naar de Europese wetgeving inzake het arbeidsrecht.¹⁸
- Het Europees centrum voor journalistiek (EJC) wil meer duidelijkheid over de voorwaarden voor een melder om zich rechtstreeks tot een journalist te wenden.¹⁹

Opvolging in de Kamercommissies

Deze fiche wordt gezonden:

- naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, Algemene Zaken en Openbaar Ambt;
- naar de commissie voor het Bedrijfsleven;
- naar de commissie voor de Justitie;
- ter info naar het federaal adviescomité voor de Europese Aangelegenheden.

Voor meer informatie

De documenten kunt u raadplegen op:

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/NL/COM-2018-214-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/NL/COM-2018-218-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>

¹⁴ Opgenomen in de bijlage bij het voorstel COM(2018)218.

¹⁵ *Bulletin Quotidien Europe* nr. 12008 van 25 april 2018, blz. 10 en nr. 11725 van 15 februari 2017, blz. 9.

¹⁶ *Bulletin Quotidien Europe* nr. 12008 van 25 april 2018, blz. 10.

¹⁷ *Bulletin Quotidien Europe* nr. 12007 van 24 april 2018, blz. 12.

¹⁸ *Bulletin Quotidien Europe* nr. 12008 van 25 april 2018, blz. 10.

¹⁹ *Bulletin Quotidien Europe* nr. 12008 van 25 april 2018, blz. 10.

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/NL/COM-2018-218-F1-NL-ANNEX-1-PART-1.PDF>

Eurovoc-termen

COM(2018)214 en 218	<i>recht op informatie - doorgeven van informatie - schending van het EU-recht - klokkenluiden</i>
------------------------	--

Subsidiariteitstermijnen

De termijn voor het ontwerp van richtlijn COM(2018)218 vervalt op 26 juli 2018.

Redactie: Katrien Joos, adjunct-adviseur – tel. 02 549 81 64 – 11 juli 2018 – katrien.joos@dekamer.be